



Compte-rendu

Tour de France des ODD



Étape **Guadeloupe**

Tour de France des ODD dans le cadre du
Forum des Transitions pour une Caraïbe Durable

21 & 22 septembre 2021



Table des matières

Conférence d'ouverture	3
Introduction par les éco délégués du lycée Gerville Réache	3
Interventions institutionnelles.....	3
La Caraïbe, une région à très fort potentiel qui doit faire face à de nombreux défis	5
Une participation exceptionnelle en 100% digital !.....	6
Chiffres clés pour comprendre la participation au Forum	7
Sessions du pilier inégalités	9
Identifier les schémas d'exclusion systémiques, garantir un accompagnement de qualité et une employabilité	9
Vers une souveraineté alimentaire en Guadeloupe : la bio-économie comme nouveau paradigme	10
Gestion prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) : gagner en efficacité économique, équité sociale et qualité environnementale	10
La mobilité et l'énergie, des secteurs prioritaires	11
Solutions fondées sur la nature pour s'adapter au changement climatique.....	12
Adaptation au changement climatique et aménagement du territoire : quelles stratégies et moyens d'actions ?	13
Demain la ville du quart d'heure, ville durable et circulaire.....	13
Le secteur touristique post crises : comment peut-il se réinventer en milieu insulaire ?	14
La coopération multi-acteurs, levier d'une posture caribéenne de valorisation des ressources : l'expérience des jardins communautaires de la Ville de Beaumont (Haïti)	15
Mobiliser les élus et les citoyens au Développement Durable, un enjeu de citoyenneté.....	15
Renforcer l'économie locale et l'opportunité pour retenir les jeunes sur le territoire	16
Dialogue parties prenantes et résilience des organisations	18
La Guadeloupe, championne du vivant en 2040	18

Conférence d'ouverture

Introduction par les éco délégués du lycée Gerville Réache

Extrait du discours du Président Jacques Chirac lors du Sommet de la Terre de Johannesburg de septembre 2002.

Nous ne pourrions pas dire que nous ne savions pas ! Prenons garde que le 21^{ème} siècle ne devienne pas, pour les générations futures, celui d'un crime de l'humanité contre la vie. Notre responsabilité collective est engagée. Responsabilité première des pays développés. Première par l'histoire, première par la puissance, première par le niveau de leurs consommations. Si l'humanité entière se comportait comme les pays du Nord, il faudrait deux planètes supplémentaires pour faire face à nos besoins. Responsabilité des pays en développement aussi. Nier les contraintes à long terme au nom de l'urgence n'a pas de sens. Ces pays doivent admettre qu'il n'est d'autre solution pour eux que d'inventer un mode de croissance moins polluant.

Au regard de l'histoire de la vie sur terre, celle de l'humanité commence à peine. Et pourtant, la voici déjà, par la faute de l'homme, menaçante pour la nature et donc elle-même menacée. L'Homme, pointe avancée de l'évolution, peut-il devenir l'ennemi de la Vie ? Il est apparu en Afrique voici plusieurs millions d'années. Fragile et désarmé, il a su, par son intelligence et ses capacités, essaimer sur la planète entière et lui imposer sa loi. Le moment est venu pour l'humanité, dans la diversité de ses cultures et de ses civilisations dont chacune a le droit d'être respectée, le moment est venu de nouer avec la nature un lien nouveau, un lien de respect et d'harmonie et donc d'apprendre à maîtriser la puissance et les appétits de l'Homme.

Un tournant pour l'écologie de la France et plus particulièrement des Outre-mer.

Interventions institutionnelles

Alexandre Rochatte – Préfet de **Guadeloupe** ;

Pierre Antoine Morand – Directeur adjoint de la **Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) Guadeloupe** ;

Sylvie Gustave Dit-Duflo – Vice-présidente du **Conseil régional de Guadeloupe** ;

Jean-Philippe Courtois – Président du **Conseil départemental de Guadeloupe** ;

Martin Bortzmeyer – Chef de la Délégation au développement durable au sein du **Commissariat Général au Développement Durable (CGDD)** ;

Jérôme Roch – Directeur régional de l'**ADEME Guadeloupe** ;

Camille Vaitilingon – Président de la Commission Développement Durable des **CCI des îles de Guadeloupe** ;

Thibaut Larose – Directeur général de **Convergences**

(Cette retranscription reprend en partie les interventions)

19 ans après, les mots de Jacques Chirac résonnent tout particulièrement. Car la période est cruciale. Jamais nos territoires n'ont été face à autant d'incertitudes, et les crises globales, comme celle qui s'est imposée à nous depuis 2020, nécessitent de faire évoluer nos modèles de société. C'est un défi pour l'humanité, pour sa survie. Il s'agit désormais de construire un nouveau modèle.

Tous les acteurs portent une lourde responsabilité : celle de ne plus pouvoir léguer la grande richesse de notre environnement aux générations futures. Il faut donc tenter de réparer les maux du passé, car ils ont déjà des conséquences importantes sur le quotidien. Cela nécessite de tendre vers un objectif commun, en adoptant des postures ambitieuses et positives.

Car si le contexte est particulièrement anxiogène, ce forum se veut positif, même dans ce contexte compliqué : il s'agit de faire se rencontrer les gens, pour faire phosphorer et progresser la situation dans les territoires caribéens. Il faut aller de l'avant et l'Outre-mer peut servir de vitrine.

La Guadeloupe a déjà montré le chemin, en matière d'ENR par exemple. Ce Forum est une dynamique collective, qui veut faire croiser différents horizons – public, privé, associatif, étatique, etc...- pour mettre en œuvre le développement durable de manière partenariale. C'est un impératif, celui de l'ODD 17.

Le Forum s'inscrit dans la semaine européenne du développement durable et quelques jours avant l'anniversaire de l'adoption de l'Agenda 2030 par les Nations unies. Les politiques publiques mises en place doivent répondre à ces enjeux. Mais les partenaires économiques ont également un rôle majeur à jouer : il est indispensable de convoquer les entreprises au débat et de faire appel à leur mobilisation et responsabilité. Dans la continuité des rencontres pro du DD organisées par la CCI chaque année, le Forum mettra en avant les solutions existantes sur le territoire, pour prendre en compte les évolutions économiques.

Il s'agit de montrer aux entreprises comment passer d'une vision à l'action. Elles ont l'indispensable obligation de changer de paradigme pour contribuer à un changement de société.

Le Forum est l'occasion de mettre en lumière les initiatives sur le territoire, de nouveaux modes d'échange, multi-acteurs, pour être plus résilient et inventif.

En Guadeloupe, les changements climatiques auront des impacts sur les forêts, sur les activités agricoles et menacent la cohésion sociale intimement liée à la pérennité des écosystèmes naturels du territoire.

2015 a marqué un tournant pour la mise en œuvre du développement durable : l'adoption des 17 Objectifs de développement durable et l'Accord de Paris pour le climat. Ces deux boussoles de la transition écologique doivent structurer l'action de toutes les organisations. Pour les collectivités, cela s'est traduit dans deux lois en 2021 : la loi sur la Coopération et la Solidarité internationale et la loi Climat et Résilience. Ces deux textes constituent une avancée considérable et ont été le fruit de nombreux débats au Parlement, faisant des ODD un référentiel qui va de plus en plus mobiliser.

Beaucoup de travail reste à faire dans les entreprises, et les collectivités malgré des engagements et des expérimentations pionnières. C'est pourquoi la feuille de route nationale pour l'Agenda 2030 exprime avec vigueur la volonté de travailler avec tous les acteurs de la société civile pour réaliser les arbitrages et pour construire le chemin favorable aux 17 ODD.

C'est en ce sens que ces deux jours ont été pensés : par la mobilisation une coalition nouvelle, partenariale, qui montre ainsi l'exemple à suivre. Car les acteurs locaux ont besoin d'être dans le concret, et de se réunir pour plus d'impact positif sur le territoire des Antilles. Si la démarche a été pensée avant la crise, elle s'est adaptée à ses impératifs, en se dématérialisant complètement, et c'est une occasion idéale pour construire, avec le plus de contributeurs possibles, la Caraïbe de demain.

La Caraïbe, une région à très fort potentiel qui doit faire face à de nombreux défis

Une mondialisation poussée à son paroxysme a entraîné la raréfaction des ressources naturelles, l'effondrement de la biodiversité, des inégalités accrues et des dérèglements climatiques intensifiant les risques cycloniques et l'élévation du niveau de la mer. Selon de nombreux scientifiques, entrepreneurs, financiers et économistes, notre système est soumis également à des risques environnementaux et économiques majeurs.

Les espaces insulaires et côtiers sont particulièrement vulnérables face à ces dangers. Leurs côtes se sont érodées ces dernières décennies, leur résilience globale également. Les problématiques sociales y sont également exacerbées : le chômage est supérieur à 20% dans la plupart des pays de la région.

En réponse à ces enjeux sociaux, économiques et environnementaux, le Ministère Français des Outre-Mer a proposé en 2019, afin de cadrer les différentes politiques publiques présentées **dans le Livre Bleu Outre-mer**, « la Trajectoire Outre-Mer 5.0 ».

Cette dernière se résume en 5 objectifs : Zéro Carbone, Zéro Déchet, Zéro Polluant Agricole, Zéro Exclusion et Zéro Vulnérabilité.

Ces enjeux doivent aujourd'hui être appréhendés au prisme de la feuille de route internationale du développement durable, l'Agenda 2030, pour favoriser une croissance durable et inclusive dans la Caraïbe, et contribuer à la réalisation ici des 17 Objectifs de développement durable.

Beaucoup d'acteurs œuvrent en faveur des ODD dans les Antilles Françaises et la Caraïbe, mais les actions restent cependant trop cloisonnées. Certains doivent encore s'approprier l'Agenda 2030, et prendre la mesure de la nécessaire mise en œuvre de partenariats.

C'est pourquoi les organisations à l'initiative du **Forum des Transitions - Pour une Caraïbe Durable** se sont mobilisées pour créer un événement phare qui lancerait une dynamique de rapprochement plus forte entre institutions, élu.e.s, société civile, entrepreneurs, médias, académiques et citoyens et où l'impact de ces initiatives sera porté à son maximum.

Pour ce faire, Convergences et son traditionnel **Forum Mondial Convergences**, L'Effet Papillon et ses multiples **événements locaux**, la CCI IG et ses **Rencontres Pro du Développement Durable**, le Comité 21 et son **Tour de France des ODD**, et la DEAL représentant local du Ministère de la Transition Écologique ont décidé de former une **coalition opérationnelle** pour rassembler leurs audiences en un seul même événement multi-acteurs au service de la transition durable de la Caraïbe.

Une participation exceptionnelle en 100% digital !

Grâce à la mobilisation croisée des membres du COPIL, et notamment à l'engagement sans relâche des acteurs locaux, plus de **2200 personnes** ont assisté aux différentes sessions proposées pendant les deux jours du Forum. **106 intervenants** ont été mobilisés et ont accepté de maintenir leur mobilisation malgré le passage en digital.

La conférence d'ouverture a été suivie par près de 400 personnes, et certaines problématiques ont été particulièrement plébiscitées : **la mobilité et l'énergie durable, le dialogue avec les parties prenantes, l'adaptation au changement climatique, ou encore la bioéconomie au service de la modernisation durable du secteur agricole.**

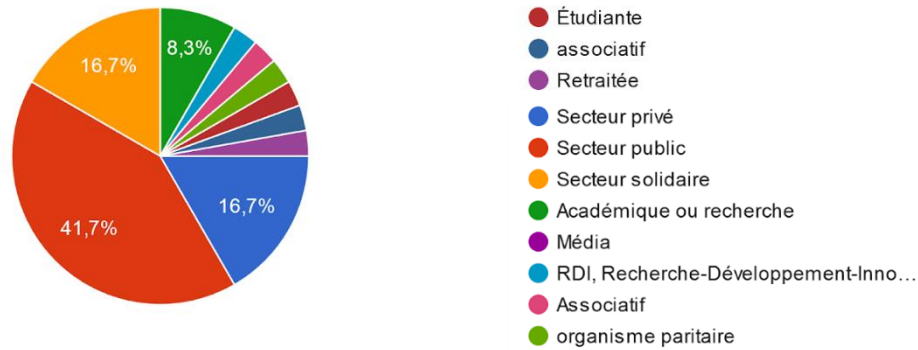
Voici la répartition des participant.e.s pour chaque temps fort du Forum, prenant en compte la mobilisation sur la plateforme dédiée à l'événement et le streaming simultané sur Youtube.

Conférence d'ouverture	395
La coopération multi-acteurs, levier d'une posture caribéenne de valorisation des ressources : l'expérience des jardins communautaires de la Ville de Beaumont (Haïti)	113
Le secteur touristique post crises : comment peut-il se réinventer en milieu insulaire ?	158
Mobiliser les élus et les citoyens au Développement Durable, un enjeu de citoyenneté	99
Renforcer l'économie locale et opportunité pour retenir les jeunes sur le territoire	78
Demain la ville : ville du quart d'heure, ville durable et circulaire	120
La bioéconomie au service de la modernisation durable du secteur agricole, alimentaire et de la valorisation de la biomasse dans le Bassin Caraïbe/Amazonie	161
Solutions fondées sur la nature pour s'adapter au changement climatique	126
Formation - Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) : gagner en efficacité économique, équité sociale et qualité environnementale	83
Adaptation au changement climatique et aménagement du territoire : quelles stratégies et moyens d'actions ?	168
Identifier les schémas d'exclusion systémiques, garantir un accompagnement de qualité et une employabilité	126
La Guadeloupe, championne du vivant en 2040 !	158
S'appuyer sur le dialogue des parties prenantes pour fonder la résilience des organisations	171
La mobilité et l'énergie durable : des secteurs prioritaires	327

Si le Forum avait pour cible principale les acteurs de la société civile organisée, le grand public était invité à prendre part – pour faire sa part – à cet événement ambitieux. Les conférences lui étaient accessibles, et l'atelier La Fresque du Climat a été animé sur les deux journées, notamment pour les plus jeunes.

Chiffres clés pour comprendre la participation au Forum

Choisissez votre secteur d'activité :



A l'image des membres du COPIL, l'hétérogénéité des participants démontre à quel point les problématiques de transition écologique et de mise en œuvre des ODD constituent le dénominateur commun de toute la société civile caribéenne.

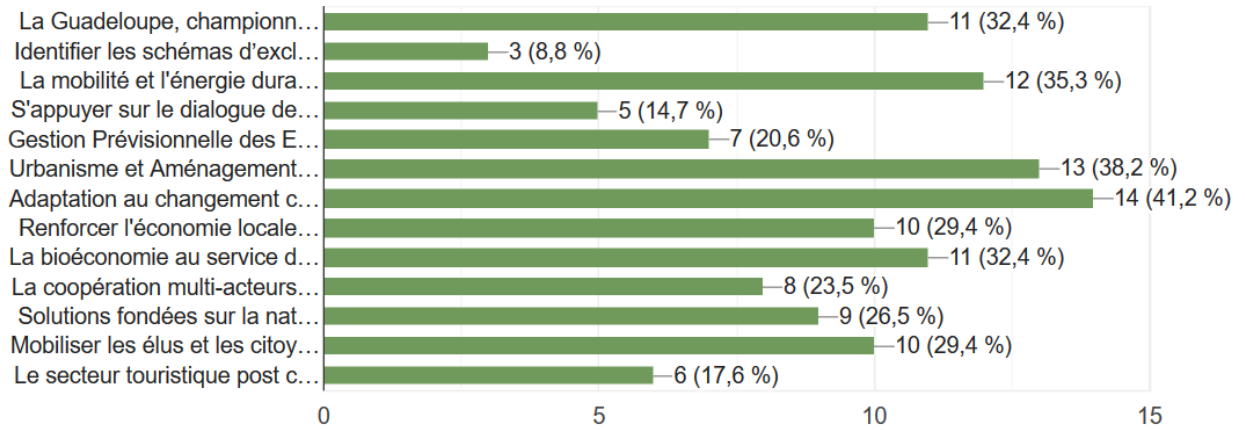
Quelles ont été vos attentes en participant à cet événement ?



Interrogés quant à la pertinence du Forum pour répondre à leurs attentes, plus de 97% des répondants indiquent qu'ils sont satisfaits à plus de 3/5, et notamment 75% d'entre eux sont satisfaits à hauteur de 4/5 et 5/5.

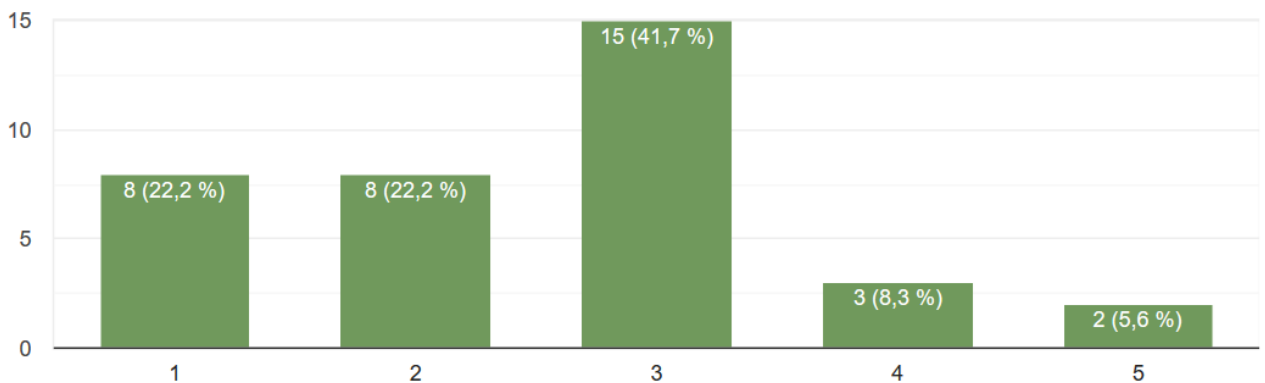
En matière d'intérêt, c'est la session sur l'adaptation au changement climatique qui a particulièrement plu :

Ces sessions m'ont particulièrement intéressé.e :



Résolument multi-acteurs, le Forum des transitions pour une Caraïbe durable souhaitait inspirer ses participant.e.s à la création de nouvelles synergies au service des territoires caribéens. L'émergence de partenariats est la condition sine qua none à la réalisation de l'Agenda 2030 partout dans le monde, et tout particulièrement dans les territoires d'Outre-mer. Les participant.e.s étaient donc invité.e.s à chaque session à poursuivre les échanges afin d'identifier de nouvelles pistes de collaborations pour résoudre les problématiques territoriales communes. Plus de 50% des participants indiquent que le Forum leur a effectivement permis d'aller dans ce sens :

L'évènement a donné naissance à des partenariats, projets ou idées de projets, actions communes, etc. avec d'autres acteurs.



Sessions du pilier inégalités

Identifier les schémas d'exclusion systémiques, garantir un accompagnement de qualité et une employabilité

Michel Cailloux – Directeur **ESAT La ravine Bleue**

Kenny Chammougon – Co président **La French Tech Guadeloupe**

Lovely Niçoise – Responsable du service Développement des Entreprises **DEETS**

Gilles Plumasseau – Directeur Territorial Grand Terre Cap Excellence **Pôle Emploi**

Catherine Romuald – Directrice générale adjointe de l'insertion **Conseil Départemental**

*Modération : Jacqueline Attelly – Directrice en charge de la coordination des partenariats **Ville de Baie-Mahault***

Aujourd'hui en Guadeloupe, la majorité des bénéficiaires du RSA est aussi inscrite chez Pôle Emploi, et un tiers est concerné par une inscription très longue durée. Pour Pôle Emploi, le problème résulte d'une inadéquation entre les compétences de ce public et celles qui sont recherchées sur le marché. C'est pourquoi Pôle Emploi se mobilise sur les enjeux de la formation, afin de faire correspondre les besoins des entreprises en matière de main d'œuvre avec les compétences que ce public pourrait acquérir. Mais le retour à l'emploi ne dépend pas uniquement des compétences. L'association ALEFPA, qui accompagne vers l'emploi les personnes en situation de handicap, souligne les difficultés matérielles que ces personnes rencontrent pour accéder à l'emploi, notamment en raison de l'éloignement du centre économique, à l'offre limitée de transports et aux formations inadaptées pour ce public. Certains dispositifs permettent néanmoins de dépasser ces difficultés, comme le dispositif *Emploi Accompagné* pour faire le lien entre le milieu « ordinaire » et celui du handicap. Les ESAT sont évidemment une réponse appropriée à ces enjeux, mais ne sont pas en nombre suffisant. En matière d'inclusion et de diversité, la French Tech Guadeloupe souhaite également contribuer à l'égalité des chances dans l'écosystème des start-ups. C'est en ce sens qu'est né le programme French Tech Tremplin. La DEETS rappelle qu'il n'existe pas de profil type des personnes éloignées de l'emploi, et la diversité de situation appelle une forte politique partenariale, en lien étroit avec les collectivités, le département, la région, pôle emploi, la mission locale et de nombreuses autres structures. Ensemble, il s'agit aussi de repenser l'insertion. Il faut développer à l'échelle du territoire un accompagnement de qualité de ces publics tout en faisant des bénéficiaires les acteurs de leur insertion. Un référent unique peut alors accompagner ces personnes de façon plus personnalisée et précise afin de développer son portefeuille d'employabilité. Enfin, le retour à l'emploi de ces personnes sera d'autant plus réussi qu'il se fera en soutien du développement des secteurs qui répondent aux thématiques clefs d'aujourd'hui (énergies renouvelables, gestion des déchets, transports solidaires...) et qui englobent des activités non délocalisables.

Vers une souveraineté alimentaire en Guadeloupe : la bio-économie comme nouveau paradigme

Véronique Bellemain – Directrice adjointe **Direction de l’Alimentation, de l’agriculture et de la forêt (DRAAF)**

Meagann Boulassy – Porteuse du dispositif « La Fabrique Numérique » **DEAL**

Ericka Merion – Directrice associée **Qualistat**

Elie Shitalou – Secrétaire Général **Iguavie**

Myriam Saint-Cyrel – Cheffe du service agriculture et agroalimentaire **Conseil Régional de Guadeloupe**

*Modération : Harry Ozier La Fontaine – Directeur de recherche **Centre INRAE Antilles-Guyane***

En introduction de cette table ronde, Harry Ozier présente le projet Cambionet (Caribbean and Amazonian Network) dont l’ambition est de contribuer à la transition et à la performance agro-alimentaire de la Région Caraïbe/Amazonie. Il s’agit de répondre à des enjeux de souveraineté alimentaire, de transition climatique, de transition agro-écologique, bio économique et sociale. Le secteur agro-alimentaire est considéré comme l’un des plus dynamiques en termes de créations d’emplois et d’entreprises dans la sphère industrielle. Seulement, l’intervention de Qualistat met en avant la problématique du rapport exportations/importations qui ne s’améliore pas : seulement 10% de la consommation guadeloupéenne sont issus de la production locale, notamment en raison des prix qui sont jugés trop élevés. C’est pourquoi, la notion d’autonomie alimentaire est importante dans les îles. Le développement des jardins partagés est une solution qui répond à la fois aux enjeux environnementaux, mais aussi sociaux (et notamment de santé) et économiques. Afin de pérenniser ce mouvement, il est nécessaire de créer un réseau et des synergies entre les acteurs. La production locale est également perturbée par les “produits de dégagements”, c’est-à-dire les produits extérieurs qui intègrent le marché guadeloupéen. Iguavie souligne l’importance d’adapter la production locale aux besoins des différents segments du marché, et que les décisions politiques en matière d’agriculture et de production alimentaire prennent davantage en compte les besoins locaux. Le Conseil régional argumente en ce sens et insiste sur la nécessité de repenser les systèmes agricoles de manière durable pour une alimentation de meilleure qualité, pour la santé des populations et pour la viabilité économique agricole du territoire. L’action de la DRAAF est au cœur de ces enjeux, sur l’ensemble de la chaîne de production alimentaire, pour améliorer les conditions de production et favoriser l’accès à une alimentation de qualité. Pour ce faire, il est nécessaire de travailler avec tous les acteurs du territoire, afin de les revaloriser et de leur donner confiance dans leur capacité à opérer cette transition.

Gestion prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) : gagner en efficacité économique, équité sociale et qualité environnementale

Natalie Fortunée – Directrice régionale **Constructys Antilles Guyane**

Laetitia Lebrave – Directrice opérationnelle **GRETA de Guadeloupe**

Florence Landau – Chargée du pilotage et des statistiques **Pôle emploi Guadeloupe et Îles du Nord**

Julien Antoine – Coordonnateur EDD et inspecteur de l'**Education Nationale**

*Modération : Joël Gosnave – Chargé de mission Mutations économiques et sociales, Service Développement des Entreprises **DEETS***

En guise d'introduction, la DEETS rappelle que la GPEC est mise en œuvre à différentes échelles : celle de l'entreprise, pour déterminer les actions à mettre en œuvre ; celle de la branche professionnelle, pour faire un diagnostic des besoins en qualifications et en compétences ; ou encore celle d'un territoire, visant la mise en œuvre d'un plan de développement en faveur de l'emploi et des compétences. Le rôle de l'Etat est d'impulser et de coordonner les actions de soutien et de développement à l'emploi et aux compétences en étroite collaboration avec les partenaires professionnels et territoriaux. Constructys met en avant son rôle en matière d'accompagnement des entreprises de construction sur le volet des ressources humaines, notamment en s'appuyant sur la GPEC. Il s'agit avant tout de préparer et d'accompagner les entreprises et les salariés aux compétences et aux métiers de demain et pour cela de conseiller et d'apporter des réponses pragmatiques et opérationnelles sur ce développement de compétences. Le GRETA rappelle que la GPEC soulève évidemment la question de la formation professionnelle. Celle-ci constitue en effet un des principaux leviers pour adapter les compétences aux attentes du marché du travail, pour optimiser la gestion des ressources humaines et en particulier anticiper les besoins liés au développement de l'entreprise. L'Académie confirme qu'il est nécessaire de réfléchir les formations au prisme des compétences, notamment en matière de transition écologique. Il faut pouvoir analyser et anticiper les besoins de chaque secteur, pour y répondre au mieux. Car la formation professionnelle, pour être pertinente, doit permettre l'acquisition de compétences nouvelles. Cette approche par compétence est fondamentale pour bien calibrer les besoins en formation, et elle repose sur une connaissance fine du marché local du travail. C'est un constat confirmé par les échanges et les enquêtes que mène Pôle Emploi avec les entreprises du territoire, notamment pour identifier leurs besoins en main d'œuvre. Enfin, l'Académie rappelle que le défi est d'encourager les jeunes guadeloupéens à rester étudier et travailler en Guadeloupe, car une grande partie de ces jeunes partent en métropole et se retrouvent sur-qualifiés pour le marché local, ou ne reviennent tout simplement pas.

La mobilité et l'énergie, des secteurs prioritaires

Gérald Bougrer – Président Fondateur **Une Guadeloupe d'avance**

Gilles Branquinho Ginja – Associé **RecycleDom**

Arthur Calvat – Chef de la mission Économie et expertise des mobilités **DEAL**

Julien Laffont – Directeur de l'Environnement et du Cadre de Vie **Conseil Régional de Guadeloupe**

Thierry Noglotte – Projet INSULGAZ **Verte Vallée**

Jonathan Muller – Ingénieur EnR et Mobilité Durable **ADEME**

*Modération : Philippe Wattiau – Chef de la Mission Développement Durable et Évaluation Environnementale **DEAL***

Après un état des lieux sur les enjeux de la mobilité et de l'énergie sur le territoire guadeloupéen (énergétique, économique, fiscal) les différents intervenants ont présenté les initiatives concrètes qui sont mises en œuvre et qui participent à réduire progressivement les émissions de gaz à effet de serre issus des transports sur le territoire. C'est évidemment un sujet d'envergure pour réussir la transition énergétique en Guadeloupe. Les solutions relèvent à la fois de l'innovation technique mais aussi de changement institutionnels et sociaux, notamment pour limiter l'utilisation individuelle des véhicules thermiques, en favorisant par exemple le report modal, l'approvisionnement en énergies renouvelables (hydrogène, huile recyclée par exemple) ou encore le développement de la mobilité douce. En conclusion, les intervenants se sont accordés pour dire que le changement de paradigme énergétique en Guadeloupe, au prisme de la mobilité, repose sur un faisceau large de solutions, qui doit prendre en compte les besoins et les habitudes des habitants, pour accompagner au mieux les changements qui vont s'opérer.

Solutions fondées sur la nature pour s'adapter au changement climatique

Jean Pierre Chalus – Président du Directoire **Grand Port Maritime de Guadeloupe**

Sita Narayanan – Directrice de l'Aménagement **Grand Port Maritime de Guadeloupe**

Mylène Musquet – Directrice Régionale et Ingénieure divisionnaire de l'agriculture et de la forêt **ONF**

Valérie Séné – Directrice **Parc National de Guadeloupe**

Juliette Rimetz-Planchon – Coordinatrice de projet **Campus Mondial de la Mer**

Jérémy Gobé – Fondateur et Directeur Général **Corail Artefact**

*Modération : Sophie Saint Charles – Adjointe aux Relations Institutionnelles & Politiques Publiques **Grand Port Maritime de Guadeloupe***

Les changements climatiques font peser de nombreux risques sur les territoires insulaires, de manière exacerbée, et la Guadeloupe ne fait pas exception (augmentation des températures, élévation du niveau de la mer et submersion marine, érosion, modification du cycle de l'eau). Les conséquences sont non seulement environnementales mais aussi économiques et sociales. La mobilisation de tous les acteurs pour anticiper ces changements et s'y adapter est désormais indispensable. Pour ce faire, le partage de connaissances et d'expériences est indispensable, et c'est dans ce sens qu'a été créé le Campus mondial de la Mer. De par sa présence importante sur le territoire et les enjeux économiques et environnementaux inhérents à son activité, le Grand Port Maritime de Guadeloupe a mis sur pied un plan d'actions transversal pour atténuer ses émissions de gaz à effet de serre et adapter ses infrastructures aux changements climatiques. Il est également gestionnaire d'espaces naturels qui ne sont pas protégés et se mobilise pour monter en compétences sur la préservation de ces espaces, notamment à travers le programme Cayoli, bénéficiant d'une subvention LIFE. Grâce au programme Cayoli, les équipes du Grand Port Maritime espèrent monter en compétences opérationnelles et expérimenter des solutions concrètes pour s'adapter au changement climatique. Certains acteurs sont également très engagés sur les enjeux de renaturation et de protection des espaces naturels, notamment l'ONF (Port-Louis Nord) et le Parc National de Guadeloupe (Projet Protéger). L'art et la recherche sont également au cœur d'une solution pour à la fois lutter et adapter les écosystèmes naturels au changement climatique : Corail Artefact a créé un programme de recherche,

développement et innovation associant art, science, industrie et éducation pour restaurer et protéger les récifs coralliens.

Adaptation au changement climatique et aménagement du territoire : quelles stratégies et moyens d'actions ?

Myriam Roch-Bergopsom – Directrice Générale **Agence des 50 Pas Géométriques**

Murielle Mantran – Géomaticienne **Geomatik Karaib**

Doris Mirre – Chargée de mission Energie / Climat **Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre (CANGT)**

Pascal Saffache – Professeur aménagement et géographie **Université des Antilles (Martinique)**

*Modération : Christelle Claman – Coordinatrice du pôle "Planification, prospective et territoires durables" **ADEME***

L'adaptation au changement climatique est au cœur des enjeux d'aménagement et des réflexions politiques et prospectives insulaires, notamment lorsqu'il s'agit de penser le littoral. Sa vulnérabilité appelle une coordination des actions, pour anticiper les conséquences du changement climatique sur les aménagements et sur les activités humaines, mais également sur les milieux naturels. Son occupation, particulière dans les territoires insulaires, doit désormais être adaptée au risque climatique et aux dangers potentiels qu'il représente notamment pour les occupants sans titre. C'est le travail de l'Agence des 50 pas géométriques, qui met en place des actions pour prendre en charge ces populations occupant le littoral, n'ayant souvent pas conscience des risques encourus, et dont la situation sociale et économique est souvent difficile. La pluralité des enjeux en matière d'aménagement résilient appelle par ailleurs une capacité de mobilisation transversale des acteurs. Certains outils peuvent être utilisés en ce sens, c'est ce que souligne la CA du Nord Grande-Terre qui s'appuie sur le PCAET pour prendre en compte les enjeux d'adaptation et de résilience dans la planification. Pascal Saffache rappelle que l'aménagement doit être pensé de manière pluridisciplinaire et sur le temps long, ce qui n'est pas toujours évident à l'échelle des territoires. L'appropriation des démarches par les riverains est également fondamentale, surtout lorsqu'il y a une remise en question des habitudes de vie. L'aménagement résilient est un sujet particulièrement prégnant pour les territoires insulaires, qui pose la question des outils et des moyens financiers, encore insuffisants pour véritablement s'adapter.

Demain la ville du quart d'heure, ville durable et circulaire

Sylvie Adelaide – Directrice de Cabinet du Maire, Architecte et Urbaniste **Ville de Pointe à Pitre**

Axel Grava – animateur du Réseau d'Urbanisme Durable de Guadeloupe **CAUE**

Karim Selouane – Co-fondateur **Resalliance**

Anne Gaillard – Paysagiste conceptrice et urbaniste **PIKAIA et Institut des Futurs Souhaitables**

Patricia Querin – Chargée de Mission Ville Durable **DEAL**

Ted Soubdhan – Professeur des Universités **Université des Antilles**

*Modération : Nicole Erdan – Adjointe au Chef de Mission Développement Durable et Évaluation Environnementale, Cheffe de pôle Transition Ecologique et Croissance Verte **DEAL***

La ville de demain doit embrasser plusieurs problématiques : la transition énergétique, le numérique, la qualité de vie, la préservation des ressources, etc... Il faut désormais identifier comment la ville peut être régénératrice. En Guadeloupe et dans les territoires insulaires, l'aménagement et l'occupation des sols présentent de nombreux enjeux et les acteurs locaux se mobilisent pour adapter les projets aux considérations environnementales, sociales et patrimoniales. Il s'agit désormais de reconsidérer le rôle de l'urbanisme, en adoptant d'abord une posture d'écoute du territoire, pour préserver au maximum l'esprit des lieux et l'héritage qu'il porte. Les collectivités territoriales sont mobilisées au premier plan pour faire évoluer leurs stratégies d'aménagement, à travers par exemple les Eco-quartiers. L'urbanisme participatif est également au cœur de la ville durable. A Pointe à Pitre, une expérimentation avec les habitants a non seulement permis de réhabiliter le patrimoine, en prenant en compte les usages mais aussi de recréer du lien humain. Créer la ville durable repose sur une véritable transversalité des approches. Le Pôle Guadeloupe de l'Université des Antilles, tout comme le CAUE, apportent leur expertise aux ambitions locales de transformation de l'aménagement du territoire et favorisent l'innovation collaborative. C'est en ce sens par exemple qu'a été créé le plateau technique en faveur de la transition énergétique et numérique des bâtiments, de la mobilité électrique et des énergies renouvelables. Face au dérèglement climatique et à l'érosion de la biodiversité, la ville durable doit également s'appuyer sur les solutions fondées sur la nature et remettre le vivant au cœur de la vie des êtres humains.

Le secteur touristique post crises : comment peut-il se réinventer en milieu insulaire ?

Élodie Esther – Conseillère d'entreprise tourisme durable **CCI IG**

Naïke Naranin – Responsable du département ingénierie, recherche et développement **CTIG**

Édouard Saëlen – Chef de mission - Transition écologique **ADEME**

Valérie Séné – Directrice **Parc National de Guadeloupe**

Audrey Promeneur – Fondatrice **Feeling Guadeloupe**

Agathe Vincenot – Directrice Tourisme **Conseil Régional de Guadeloupe**

Henri Marie – Guide de montagne, Communauté de professionnels des activités de randonnée **Maison de la randonnée et du tourisme vert**

*Modération : Joël Raboteur – Maître de conférences Économie du développement, de l'environnement et du tourisme **Université des Antilles***

Comme de nombreux territoires, la Guadeloupe a fortement été impactée par la crise sanitaire, et tout particulièrement en raison de la place importante qu'occupe le tourisme dans son développement économique. Les regards croisés de cet échange mettent en lumière les perspectives de

transformation du secteur touristique en Guadeloupe et l'engagement des acteurs locaux pour proposer de nouvelles façons de découvrir l'île. Qu'il s'agisse de nouvelles offres d'écotourisme, de labels et certifications afin de favoriser les initiatives de tourisme responsable, de préservation active et réglementaire des grands sites naturels guadeloupéens, une mobilisation opérationnelle se met progressivement en place pour réinventer le tourisme. La crise sanitaire a rappelé l'importance cruciale de la préservation de la biodiversité. Un impératif fondamental pour les territoires d'Outre-mer qui abritent de nombreuses espèces exceptionnelles, contribuant à l'attractivité touristique. Les acteurs institutionnels sont également très mobilisés. L'ADEME promeut, à travers un appel à projets le slow tourisme, le Conseil régional de Guadeloupe impulse une stratégie transversale sur l'ensemble du territoire et pour toute la filière tourisme, à travers le schéma régional du développement du tourisme et des loisirs.

La coopération multi-acteurs, levier d'une posture caribéenne de valorisation des ressources : l'expérience des jardins communautaires de la Ville de Beaumont (Haïti)

Jean-Jacques Bernard – Juriste

Judson Nazaire – Agronome **Association des Paysans de La Grande Anse**

Julien Merion – Politologue & Président **Centre d'Analyse Géopolitique et Internationale (CAGI) & CO.RE.CA**

Philippe Wattiau – Chef de la Mission Développement Durable et Évaluation Environnementale **DEAL**

*Modération : Myriam Romuald Eluther – Secrétaire et Directrice **CO.RE.CA et Agence de Conseil en Entrepreneuriat***

En 2016, l'ouragan Matthew ravage le sud de l'île d'Haïti, avec des conséquences désastreuses sur les habitants et sur les écosystèmes, notamment agricoles. Face au risque de famine, une expérimentation agricole vivrière est lancée sur le territoire de Beaumont en s'appuyant sur la communauté des agriculteurs. Afin de les faire travailler en synergie, et de répondre de manière coordonnée à l'urgence post ouragan, des jardins communautaires leur sont proposés. De nouveaux groupements de producteurs se créent. Cette expérimentation a été l'occasion de développer de nouveaux partenariats, notamment pour faire évoluer les pratiques, en prenant en compte les enjeux d'adaptation aux changements climatiques, l'agroécologie et favoriser la résilience agricole. Avec une forte mobilisation de la société civile et une volonté de promouvoir la coopération populaire, l'expérience des jardins communautaires s'inscrit dans la volonté de la Caraïbe de contribuer à la lutte et à l'adaptation au dérèglement climatique, en faisant de sa position géographique un atout pour devenir un laboratoire de nouvelles stratégies de développement durable qui pourront aiguiller les méthodes pertinentes à mettre en place dans les îles.

Mobiliser les élus et les citoyens au Développement Durable, un enjeu de citoyenneté

Jean-Sébastien Nicolas – Chargé de mission Direction de l'environnement et du cadre de vie **Agence Régionale de la Biodiversité des îles de Guadeloupe**

Dr. Pamela Obertan – Maîtresse de Conférence **Université des Antilles et CREDDI**

Julien Goupil – Directeur **Empreintes Citoyennes**

Julien Antoine – Coordonnateur EDD et inspecteur de l'**Education Nationale**

Cynthia Caroupanapouille – Directrice Environnement et Développement Durable **Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre**

Jean-Luc Edom – Directeur Général Adjoint **Communauté d'Agglomération de la Riviera du Levant**

*Modération : Laurine Couffignal – Responsable Territoires Durables **Comité 21***

La mobilisation citoyenne est un enjeu fort pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable. Pourtant cette mobilisation citoyenne reste encore un défi. Si les initiatives et les innovations de la participation se développent, les enjeux de transition et de développement durable ne parviennent pas à mobiliser largement, alors que la société civile regorge d'un fort potentiel d'action et d'innovation. Les intervenants rappellent que derrière la mobilisation repose l'idée de communauté, c'est-à-dire un espace où tout le monde trouve sa place. Il s'agit également de leur redonner de la souveraineté, notamment en prenant en compte leur expertise d'usage. Dans les collectivités et les institutions guadeloupéennes comme la CA du Nord Grande-Terre ou l'Agence Régionale de Biodiversité, cette expertise et les perceptions locales sont prises en compte pour mieux saisir les enjeux territoriaux, ce qui permet d'aller de plus en plus vers une vraie mobilisation citoyenne. La mobilisation et la participation reposent également sur la formation, dès le plus jeune âge. C'est en ce sens qu'agit l'Académie, pour développer davantage la bonne compréhension des enjeux et la capacité du plus grand nombre à prendre part aux projets de développement durable. L'association Empreintes Citoyennes rappelle que le dialogue régulier avec les citoyens est le socle du bon fonctionnement de la démocratie représentative, et la mobilisation repose beaucoup sur le « faire avec ». Cette idée était au cœur de l'expérimentation menée par le Dr Paméla Obertan, reposant sur une très bonne connaissance du territoire concerné, pour identifier et prendre en compte les jeux d'acteurs, les attentes, les freins éventuels. Jean-Luc Edom rappelle que la plupart des outils existent déjà, qu'il est désormais nécessaire de s'en saisir, en s'appuyant sur le retour d'expérience d'autres territoires par exemple.

Renforcer l'économie locale et l'opportunité pour retenir les jeunes sur le territoire

Elodie Vitalis – Cheffe de projet Mouv'outremer **Agence Française de Développement**

Denis Celeste – Directeur Général Adjoint de l'économie **Conseil Régional de Guadeloupe**

Jacques Fayel – Responsable de la Commission Économie et Finance **UDE-MEDEF**

Rosan Mounien – Responsable du Pilotage des Agences Spécialisée **Crédit Agricole**

Laurent Renouf – Délégué Général **Fédération des Entreprises des Outre-mer (FEDOM)**

Marie Lise Marcel-Roche – Chargée de mission Industrie Numérique, Service Développement des Entreprises **DEETS**

*Modération : Eglantine Eliezer-Vanerot – Chargée de projet Entreprises et Actions Innovantes en collectivité **La French Tech Guadeloupe***

Si le développement économique figure parmi les grandes compétences de la Région, sa mise en œuvre s'appuie évidemment sur les autres échelons de collectivités et les partenaires privés du territoire. Aujourd'hui, penser l'économie à l'échelle des territoires, c'est faire en sorte qu'elle puisse répondre aux attentes spécifiques locales, pour créer de l'attractivité et de l'emploi. Cette approche de l'économie est primordiale pour les jeunes, dont le taux de chômage est élevé, particulièrement dans les îles. Car si les jeunes quittent le territoire et ne reviennent pas après leurs études, la principale raison est économique : les conditions ne sont pas réunies pour leur permettre d'envisager leur vie active là où ils ont grandi. L'une des principales conséquences étant le vieillissement de la population en Guadeloupe. Ainsi, le Medef fait le constat que les politiques de développement mises en œuvre depuis près de 40 ans n'ont pas permis d'atteindre les objectifs escomptés, notamment en matière d'emploi. C'est la raison pour laquelle l'entrepreneuriat apparaît aujourd'hui comme l'une des solutions majeures pour lutter contre le chômage. D'autant que les problématiques locales à résoudre sont nombreuses. Encore faut-il pouvoir accompagner les jeunes porteurs de projets. C'est un des axes de travail du Conseil régional, qui a lancé le Plan « Action Jeunesse » dont un des axes opérationnels consiste à accompagner une centaine de jeunes par trimestre, dans l'objectif de créer leur entreprise. L'Agence Française de Développement souhaite également promouvoir l'esprit d'entreprendre chez les jeunes d'Outre-mer. En ce sens, le programme d'accompagnement « Mouv'outremer » propose une formation et un accompagnement des jeunes qui souhaitent trouver des solutions innovantes et participer à la transition de leur territoire. Conscient de ces enjeux, le Crédit Agricole, à travers son Village by CA, souhaite participer à la création d'un écosystème qui favorise le développement des start-ups en Guadeloupe. La DEETS rappelle que le renforcement de l'économie de la Guadeloupe doit désormais se faire avec une plus grande responsabilisation des entreprises en matière environnementale et sociétale, la loi Pacte a rappelé leur rôle, et c'est particulièrement vrai pour les îles de la Caraïbe. Car l'attractivité sociale des entreprises est importante pour faire (re)venir les jeunes talents sur le territoire. Le MEDEF confirme que le monde de l'entreprise connaît une vraie prise de conscience de ces enjeux. En matière d'emploi salarié, les dispositifs d'aide aux entreprises ont tendance à favoriser les bas salaires, ce qui ne correspond pas aux besoins d'attractivité et de développement économique. Il y a donc une réflexion à mener pour faire évoluer ces dispositifs pour aider les entreprises à recruter des cadres de haut niveau qui participeront à l'attractivité territoriale de la Guadeloupe. Un paradoxe face à la difficulté des jeunes guadeloupéens qualifiés qui ne trouvent pas les emplois et les rémunérations qui correspondent à leur niveau. C'est pourquoi les intervenants rappellent également l'importance des formations accessibles aux jeunes, et leur adéquation avec les attentes des employeurs locaux, mais également la nécessité d'identifier les filières prioritaires en Guadeloupe pour favoriser les bonnes synergies entre les créations d'entreprises, la formation et le recrutement. Les moyens et les acteurs sont là, une simplification des démarches administratives et comptables serait bienvenue, et une réflexion commune des financeurs en Guadeloupe pour accompagner au mieux les porteurs de projet, de l'idée à la mise en œuvre. C'est certainement le rôle de la région Guadeloupe, qui de par ses compétences et sa connaissance du territoire, pourra faciliter la mise en cohérence des dispositifs et des acteurs.

Dialogue parties prenantes et résilience des organisations

Xavier Corval – Président **Egosphere**

Leïli D’Alexis – Elu et Fonctionnaire Territorial **Municipalité de Gourbeyre**

Caroline Gervais – Directrice Scientifique **My Sensei Lab**

Christophe Wachter – Président et Secrétaire Général **AMPI (Association des Moyennes et Petites Industries de Guadeloupe)**

*Modération : Aude Sartre – Directrice de l’établissement national **Comité 21***

Au prisme de leurs activités respectives, les intervenants ont commencé cette table ronde en partageant leur regard sur la notion de résilience. En Guadeloupe, l’histoire a montré que le territoire et la population sont particulièrement résilients. Pour autant, face aux crises, récentes et à venir, la résilience et surtout les stratégies qui la mettent en œuvre doivent devenir proactives, et intégrer de manière systématique les limites planétaires. La résilience représente désormais la capacité à anticiper et à s’adapter à des changements qui ne pourront pas être évités. C’est notamment le parti pris de My Sensei Lab qui accompagne les entreprises de la Caraïbe à aligner leurs activités avec ces limites. Pour construire la résilience, les intervenants s’accordent sur la nécessité de dialoguer avec les parties prenantes. De manière générale, les coopérations entre les acteurs permettent de mettre en œuvre de manière opérationnelle la résilience, en évitant des coûts, environnementaux et économiques, et en s’appuyant sur des approches complémentaires souvent plus efficaces. La résilience pose également la question de la gouvernance politique sur les territoires, qui doit se transformer, en prenant en compte les attentes et les perceptions des citoyens, pour qu’ils deviennent eux aussi des acteurs de la résilience de leur territoire. A Gourbeyre, deux projets ont été mis en place en ce sens, en s’appuyant sur les associations et la population, pour réfléchir le territoire de manière opérationnelle et résiliente. A l’échelle des territoires, les outils ne manquent pas pour favoriser le dialogue entre les acteurs et avec les habitants. La commande publique est un outil important pour favoriser ces coopérations et l’innovation territoriale. A l’échelle régionale, la conférence territoriale de l’action publique a toute sa valeur pour favoriser le dialogue entre les gouvernements locaux. Il s’agit plus que jamais de développer une capacité à prendre des décisions pour le territoire guadeloupéen de manière partagée, afin de faire face aux éventuelles crises de manière coordonnée et efficace. En ce sens, l’enjeu d’un langage commun est primordial. Il permet une architecture de pensée partagée, pour parvenir à structurer les interactions et les actions entre les acteurs. Certains enjeux permettent de mettre en pratique la coopération entre les acteurs du territoire : c’est le cas par exemple de l’approvisionnement local et durable des cantines scolaires, qui s’appuie sur une meilleure utilisation de la commande publique. C’est également le cas du tourisme durable, que le CESER de Guadeloupe souhaite promouvoir et voir se développer pour préserver les richesses naturelles du territoire. Pour ce faire, la mobilisation de l’ODD 17 consacré aux partenariats a été utile pour convaincre les acteurs du secteur touristique de travailler ensemble.

La Guadeloupe, championne du vivant en 2040

Marine Marie-Charlotte – Ingénieure Environnement chargée de la problématique sargasse **ADEME**

Ludovic Rolland – Directeur des opérations Martinique **FIBandCO**

Yasmine Encelade – Directrice Business Development **SMO Solar Process**

Isabelle Delannoy – Fondatrice et Directrice générale **Do Green**

Benjamin Moustache – Directeur de la Croissance Verte **Conseil Régional de Guadeloupe**

*Modération : Maryse Coppet – Avocate **Barreau de Bruxelles***

En matière de vivant, la Guadeloupe est à la fois un territoire extraordinairement riche, mais aussi très fragile. Parmi les situations prégnantes sur le territoire, l’invasion des sargasses. Depuis 2011, l’île est confrontée à des échouages massifs, touchant tout le bassin caribéen. Les acteurs institutionnels se mobilisent pour y faire face, même si les moyens manquent encore. L’ADEME a développé plusieurs actions pour lutter contre les sargasses, qu’il s’agisse de collecte, de stockage ou de valorisation. En matière de valorisation, l’ADEME accompagne techniquement et financièrement deux projets pilotes, pour transformer les sargasses en nouveaux biomatériaux. Réfléchir le vivant, c’est aussi prendre en compte les impacts négatifs sur l’environnement, pour innover différemment. Sur tout le territoire de la Caraïbe, les énergies renouvelables suscitent des innovations techniques et industrielles pour s’adapter aux enjeux propres au contexte insulaire. C’est le cas notamment de SMO Solar Process, qui a été labellisée *Solar Impulse* pour leur solution d’usine modulaire alimentée aux énergies renouvelables. En Guadeloupe, de nombreuses initiatives qui s’inscrivent dans la théorie symbiotique se développent. C’est l’occasion de repenser tous les secteurs, en cherchant à transformer les modèles pour favoriser les impacts positifs, et construire des territoires régénératifs. Pour ce faire, repenser l’économie est indispensable, en créant des écosystèmes d’acteurs qui bénéficient ensemble de la valeur produite en commun, sans impacter le vivant. Car penser l’impact positif permet de relier les acteurs entre eux, grâce à une vision partagée de leur territoire et du monde auquel ils veulent contribuer.



National
102 avenue des Ternes
75017 Paris
Tél. : 01 55 34 75 21
comite21@comite21.org

Grand Ouest
3, bd de la Loire
44200 Nantes
Tél. : 02 28 20 60 80
grandouest@comite21.org

www.comite21.org

www.comite21grandouest.org

